



# Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale  
16 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

## Comité des droits des personnes handicapées

### Rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications individuelles, adopté par le Comité à sa quatorzième session (17 août-4 septembre 2015)

#### A. Introduction

1. Le présent rapport a été élaboré conformément à l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui dispose que le Comité examine à huis clos les communications qui lui sont adressées en vertu du Protocole et qu'après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses suggestions et recommandations éventuelles à l'État partie intéressé et à l'auteur. Le rapport est aussi établi conformément au paragraphe 7 de l'article 75 du Règlement intérieur du Comité, qui prévoit que le Rapporteur spécial ou le groupe de travail fait périodiquement rapport au Comité sur ses activités de suivi, le but étant de vérifier que les États parties ont pris des mesures pour donner effet à ses constatations et recommandations. Le Comité a examiné et adopté le présent rapport à sa quatorzième session.

2. Le présent rapport rend compte des renseignements reçus par le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations du Comité entre la treizième et la quatorzième sessions conformément au Règlement intérieur du Comité, ainsi que des analyses et décisions adoptées par le Comité au cours de sa quatorzième session. Les critères d'évaluation étaient les suivants :

#### Critères d'évaluation

##### *Réponses ou mesures satisfaisantes*

- A** Réponse satisfaisante dans l'ensemble

##### *Réponses ou mesures partiellement satisfaisantes*

- B1** Des mesures concrètes ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires
- B2** Des mesures initiales ont été prises, mais des mesures et des renseignements supplémentaires sont nécessaires

##### *Réponses ou mesures insatisfaisantes*

- C1** Une réponse a été reçue, mais les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre les constatations ou recommandations



---

**Critères d'évaluation**


---

- C2** Une réponse a été reçue, mais elle est sans rapport avec les constatations ou recommandations

*Absence de coopération avec le Comité*

- D1** Aucune réponse n'a été reçue à une ou plusieurs recommandations ou à une partie d'une recommandation

- D2** Aucune réponse reçue après un ou plusieurs rappels

*Les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité*

- E** La réponse indique que les mesures prises vont à l'encontre des constatations ou recommandations du Comité
- 

## B. Communications

---

### 1. Communication n° 1/2010, *Nyusti et Takács c. Hongrie*

---

Adoption des constatations :	16 avril 2013
Première réponse de l'État partie :	Attendue le 24 octobre 2013. Reçue le 13 décembre 2013. Analysée à la onzième session (voir CRPD/C/11/5)
Commentaires des auteurs (première série) :	13 mars 2014 : Analysée à la onzième session (voir CRPD/C/11/5)
Décision du Comité et mesures prises	Décision du Comité adoptée à la onzième session. Lettre de suivi adressée à l'État partie le 8 mai 2014 (voir CRPD/C/12/3), la date limite pour les commentaires étant fixée au 7 novembre 2014.
	15 avril 2015 : Deuxième rappel, la date limite pour la réponse étant fixée au 15 juin 2015.
Recommandation du Rapporteur :	Poursuivre le dialogue au titre du suivi. Une fois reçue la réponse de l'État partie, la transmettre aux auteurs pour commentaires.

---



---

### 2. Communication n° 4/2011, *Bujdosó et consorts c. Hongrie*

---

Adoption des constatations :	9 septembre 2013
Première réponse de l'État partie :	26 mars 2014 (voir CRPD/C/12/3)
Commentaires des auteurs (première et deuxième séries) :	5 mai 2014 (voir CRPD/C/12/3)
Deuxième réponse de l'État partie :	8 juillet 2014 (voir CRPD/C/12/3)
Commentaires des auteurs (troisième série) :	6 octobre 2014 (voir CRPD/C/13/4)
Mesures prises :	15 avril 2015 : Deuxième rappel envoyé à l'État partie, la date limite pour la réponse étant fixée au 15 juin 2015.

---

**2. Communication n° 4/2011, *Bujdosó et consorts c. Hongrie***


---

	<p>24 août 2015 : Note verbale reçue de l'État partie indiquant que celui-ci n'était pas en mesure de respecter le délai imparti car le Gouvernement avait été retardé dans ses travaux par un long processus interne de coordination et n'avait pu débattre que récemment des mesures à prendre pour indemniser les auteurs.</p> <p>L'État partie a indiqué que le ministère compétent allait élaborer une réponse à la décision susmentionnée. Un nouveau délai de deux mois à compter de la date de la note verbale avait été accordé à l'État partie afin qu'il puisse communiquer les renseignements pertinents.</p>
Recommandation du Rapporteur :	Poursuivre le dialogue au titre du suivi. Une fois reçue la réponse de l'État partie, la transmettre aux auteurs pour commentaires.

---



---

**3. Communication n° 2/2010, *Gröninger c. Allemagne***


---

Adoption des constatations :	4 avril 2014
Première réponse de l'État partie :	8 octobre 2014
Commentaires de l'auteur (première série) :	8 décembre 2014 (voir CRPD/C/13/4)
Deuxième réponse de l'État partie :	10 février 2015 (voir CRPD/C/13/4)
Commentaires de l'auteur (deuxième série) :	5 mars 2015 (voir CRPD/C/13/4)
Mesures prises :	<p>18 mai 2015 : Envoi par le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations d'une lettre adressée à l'État partie a) l'informant que le Comité avait décidé de poursuivre le dialogue au titre du suivi; b) lui transmettant une copie des observations supplémentaires de l'auteur, pour commentaire; c) lui rappelant les recommandations générales formulées par le Comité à l'alinéa b) du paragraphe 7 de ses constatations. Date limite pour la réponse : 15 juillet 2015.</p> <p>15 juillet 2015 : Réponse de l'État partie à la lettre du Comité rappelant les mesures prises pour permettre à M. Gröninger de postuler à un emploi en Allemagne et indiquant que les autorités allemandes n'avaient pas jugé utile de donner d'autres renseignements de suivi sur cette affaire.</p> <p>20 juillet 2015 : Envoi par le secrétariat d'un accusé de réception de la note verbale.</p>
Recommandation du Rapporteur :	Mettre fin à la procédure de suivi s'agissant des recommandations portant sur certains points en particulier et appliquer le critère d'évaluation « A » aux mesures adoptées par l'État partie. En revanche, poursuivre le dialogue au titre du suivi s'agissant de l'application des recommandations à caractère général (à laquelle le critère d'évaluation « C » a été appliqué).

---

---

**4. Communication n° 8/2012, M. X. c. Argentine**


---

Adoption des constatations :	11 avril 2014
Commentaires de l'auteur (première et deuxième série) :	16 juin et 17 novembre 2014. Transmis à l'État partie pour commentaire.
Première réponse de l'État partie :	16 décembre 2014 (voir CRPD/C/12/3)
Commentaires de l'auteur (troisième série) :	29 janvier 2015 (voir CRPD/C/13/4)
Communication supplémentaire de l'auteur :	13 février 2015 : Lettre informant le Comité que M. X avait un nouveau conseil et que celui-ci communiquerait prochainement des renseignements supplémentaires au Comité.
Mesures prises :	<p>16 février 2015 : Lettre envoyée au nouveau conseil, accusant réception de la nouvelle lettre de l'auteur et prenant acte de la procuration présentée.</p> <p>15 avril 2015 : Premier rappel envoyé à l'auteur pour commentaires supplémentaires, la date limite pour la réponse étant fixée au 15 juin 2015.</p> <p>23 juin 2015 : Accusé de réception des renseignements envoyés à l'auteur et communication de ceux-ci à l'État partie pour commentaire, le délai de réponse étant fixé au 23 juillet 2015.</p> <p>24 juillet 2015 : Demande de prolongation du délai reçue de l'État partie.</p> <p>13 août 2015 : Réception des observations de suivi de l'État partie, assorties de renseignements détaillés sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité, adapter le lieu de détention de M. X à ses besoins et le faire bénéficier du traitement médical nécessaire. À cette date, outre les 18 membres du Comité, 12 juges avaient participé à l'examen de l'affaire de M. X à différents stades des procédures correspondantes. L'État partie estimait que, de toute évidence, aucune des mesures adoptées par les autorités compétentes ne satisferait l'auteur, ses conseils et les experts, hormis l'assignation à résidence demandée, qui n'était pas applicable en l'espèce. (La dernière demande en ce sens adressée par le conseil de M. X avait été rejetée sur la base de divers examens médicaux et rapports médico-légaux.)</p>
Recommandation du Rapporteur :	Mettre fin au dialogue au titre du suivi et appliquer le critère d'évaluation « A » aux mesures prises par l'État partie.

---